

**FACE À LA CRISE, EUSKAL
HERRIAK ALDAKETA SOZIALA**



HERRIA *abian!*

Aldaketa soziala • Cambio social • Changement social

INDEX

1.- INTRODUCTION

2.- HERRIAabian, QU'EST CE QUE C'EST ?

3.- DIAGNOSTIC DE LA SITUATION

INTRODUCTION

Le texte que vous avez entre vos mains est une approche de la situation socio-économique en Euskal Herria (Pays basque). C'est le résultat d'un processus participatif engagé en mai et juin 2009, dans lequel les individus, les secteurs et les collectifs formant la plateforme pour le changement social HERRIAabian! ont adopté ce diagnostic d'un commun accord. Le texte final a été approuvé dans le cadre du colloque HERRIAabian!, le 13 juin 2009.

Nous avons essayé de synthétiser le diagnostic en quelques pages, de sorte que de nombreux aspects ont dû être omis. Cette situation est aggravée par la difficulté de recueillir des données pour l'ensemble de l'Euskal Herria, car ces données n'existent pas ou ne sont pas cohérentes. Par conséquent, il s'agit d'un texte présentant des déficiences, mais valable pour avancer dans la direction marquée par la plateforme.

Ce document n'est pas une fin en soi mais un moyen d'éveiller et d'enrichir les luttes de secteurs devenus précaires sous la poussée du modèle économique actuel, un instrument qui nous permettra d'accumuler des forces pour un changement radical de ce modèle, et qui fournira à l'Euskal Herria les outils nécessaires pour permettre ce changement. Parce que nous croyons que la meilleure manière de lutter contre le capitalisme mondial est de construire, depuis l'Euskal Herria, une alternative au modèle économique actuel. Il est temps que ceux qui, chaque jour, travaillent pour ce pays se rassemblent pour discuter, s'organiser et lutter en vue de conquérir la possibilité de décider ce que l'on veut produire, et comment on veut le produire... Bref, il est temps de conquérir notre souveraineté économique.

Afin de faciliter la compréhension du texte et de faire connaître les buts de la plateforme, une section a été introduite avant le diagnostic où nous présentons HERRIAabian !

En Euskal Herria, le 13 juin, 2009

Qu'est-ce que c'est HERRIAabian !

Nous, les travailleuses et travailleurs, les chômeurs et chômeuses, les femmes, les jeunes, les agriculteurs et les pêcheurs, les retraités, les immigrés, les écologistes, les personnes handicapées, les transporteurs indépendants, les étudiantes et étudiants... nous refusons de payer pour une crise créée par la cupidité des spéculateurs. Nous n'allons pas rester les bras croisés face à cette « refondation du capitalisme » qu'ils vantent, et qui plus est, nous misons sur un modèle économique et social alternatif au capitalisme. Et nous allons nous mobiliser pour le changement social dont l'Euskal Herria et la planète ont besoin.

HERRIAabian ! est une plateforme populaire de changement social créée pour faire face à l'offensive réactionnaire que nous, les secteurs populaires de l'Euskal Herria (personnes travailleuses et chômeuses, retraitées, jeunes, femmes, personnes immigrées, etc.) souffrons sous prétexte de « crise »...

Gestation

Il s'agit d'une plateforme indépendante. Toutes les personnes qui pensent que la gauche de l'Euskal Herria doit apporter une réponse conjointe ont leur place au sein de la plateforme. Ça se concrétise par :

- ✓ d'une part, l'engagement et la participation des différents acteurs syndicaux et sociaux
- ✓ de l'autre, la contribution et participation des individus au niveau local.

HERRIAabian ! a été présentée le 14 février à Bilbao. Un groupe de travail s'est formé au niveau national et, au niveau local, des groupes de travail sont en train de se former à Iruñea (Pampelune), Bilbao, Gasteiz, Donostia (Saint-Sébastien), et dans certaines autres zones. Le 9 mai, s'est tenue la première Assemblée nationale où nous avons décidé quelle sorte de modèle d'organisation convenait le mieux à une plateforme comme la nôtre.

Le modèle qui a été décidé est le suivant :

Chaque acteur participant à la plateforme populaire aura sa propre dynamique, et elle ne sera pas remplacée. HERRIAabian ! ne doit pas remplacer la dynamique et les discours des différents secteurs et groupes. En outre, nous pensons que les discours et les dynamiques locales des différents acteurs constituent le soutien de la plateforme. À cet égard, et au moment où nous nous trouvons maintenant, ce qui compte vraiment, c'est que les gens s'organisent. À cette fin, chacun et chacune dans leur secteur, leur domaine ou groupe, là où il ou elle se sent à l'aise, devra créer et promouvoir des initiatives et dynamiques. Chacun et chacune depuis son poste de travail quotidien doit stimuler les revendications et de la nécessité de changer de modèle économique actuel et d'outils dont le peuple basque a besoin pour pouvoir mener un tel changement. Par conséquent, il ne s'agit pas de s'obstiner à fonder un groupe HERRIAabian ! dans tous les villages et régions. Ce qui importe à présent, c'est de créer de vraies dynamiques dans les villages et dans les régions. De là, les acteurs qui animent ces dynamiques au niveau local, peuvent adopter les dynamiques d'HERRIAabian ! en créant un groupe local ou y refléter leur dynamique spécifique. La plateforme doit fournir aux acteurs et aux différents secteurs un cadre qui permettra l'accumulation des forces. Dans un premier temps, nous nous sommes réunis autour d'un Manifeste, qui, au-delà des spécificités de chaque secteur, offre une réponse à la globalité. La prochaine étape sera de se mettre d'accord sur un diagnostic reflétant la situation où nous nous trouvons et le besoin de changement. Finalement, nous voulons créer une alternative sociale pour le peuple basque à l'intérieur de la communauté mondiale.

À cette fin, le niveau organisationnel doit nécessairement envisager une structure ample et participative qui permettra de procéder à une dynamique calme mais efficace, une structure qui définit fermement les mesures à prendre. À cet égard, l'Assemblée est l'organe suprême de discussion et de décision de la plateforme.

Un groupe de travail a été créé dans le but de mettre en œuvre les décisions prises au sein de l'Assemblée. Nous pensons que ce système d'organisation assure la participation et la coordination de toutes les personnes et des collectifs membres de la plateforme, un système valable aussi bien au niveau national qu'au niveau local.

Durée et phases

Nous concevons la plateforme dans une perspective à moyen terme. Elle a pour vocation d'influer en faveur de changements profonds, dans la phase socio-économique actuelle. L'idée n'est donc pas de créer un organisme « éternel », mais pas non plus de nous limiter à une campagne d'un mois. Bien que nous prévoyions un travail sur deux années, ce sont cependant les acteurs et les membres de la plateforme qui décideront, à partir de l'analyse, ce qu'il convient de faire. Deux phases sont envisagées :

- ✓ Première phase : l'accumulation de forces autour du changement dont ce pays a besoin
- ✓ Deuxième phase : concrétiser l'alternative.

Objectifs

La plateforme populaire vise à être un outil pour atteindre les objectifs suivants :

- ✓ Remettre en cause le modèle capitaliste et miser sur une autre Euskal Herria. Nous ne voulons pas une refondation du capitalisme, mais un changement de modèle.
- ✓ Revendiquer les outils dont l'Euskal Herria a besoin pour pouvoir décider et construire ce changement de modèle.
- ✓ Situer au premier plan du débat social et politique les effets néfastes pour les travailleurs du modèle économique.
- ✓ Identifier les éléments clés de ce changement social, les socialiser et accumuler des forces autour d'eux, créant l'alternative populaire pour l'Euskal Herria.
- ✓ Dénoncer les mesures que le patronat et les gouvernements adoptent sous prétexte de crise. Enraciner au sein de la population l'idée selon laquelle : « C'est leur crise, à eux de la payer ! ».
- ✓ Identifier et interpeller clairement les responsables de la situation actuelle : le patronat, les gouvernements, les banques, les spéculateurs...
- ✓ Pour ce faire, ouvrir des espaces d'organisation et de mobilisation des secteurs populaires.

Contenu

Le but n'est pas d'être d'accord dans les moindres détails avec notre diagnostic de la situation et avec nos choix stratégiques, car chaque acteur syndical et social a sa propre vision de ces questions. Il s'agit d'arriver à **un accord de base pour apporter une réponse conjointe, ICI ET MAINTENANT**, à l'Euskal Herria, étant donné la situation socio-économique que nous vivons. En ce sens, le discours de la plateforme populaire sera articulé autour de trois axes :

1. **Diagnostic basé sur la situation**
2. **Nécessité d'une réponse populaire**
3. **Alternative populaire au modèle capitaliste.** Nous le répétons, nous ne posons pas la définition stratégique du nouveau modèle, mais une table revendicative essentielle visant ce modèle.

Actions de la plateforme

La plateforme organise ses propres actions, en conformité avec les objectifs et contenus mentionnés ci-dessus. Fondamentalement, trois types d'actions sont envisagés :

- ✓ Travail idéologique : presse, propagande, conférences, ateliers...
- ✓ Mobilisations populaires et actions ponctuelles, tant au niveau national qu'au niveau local, et significatives, pour interpeller des banques, des institutions...

DIAGNOSTIC DE LA SITUATION

1.- Toute lecture de la réalité est une lecture intentionnelle

1. Ces derniers temps, il est difficile de trouver quelqu'un qui ne parle pas ou n'a pas parlé de la crise, qu'il soit de gauche, de droite, d'ici ou de là-bas. La crise envahit nos vies et nos esprits. N'importe quel commentaire, même superficiel, est accompagné des petites phrases « c'est la crise », « tiens, quelle crise ! », « nous sommes en crise »... et il semble que, comme chez les Gaulois, le ciel va nous tomber sur la tête à tout moment. Mais, de quoi sommes-nous en train de parler ? Ou plutôt, est-ce que nous parlons tous de la même chose quand on parle de crise ?
2. Toute lecture de la réalité (sociologique, économique, culturelle) est médiatisée par la position de l'œil qui regarde, donc, aucune d'entre elles n'est neutre. Alors, quand nous parlons d'une crise, ce n'est pas la même chose d'en parler depuis l'Euskal Herria ou depuis l'État français, espagnol ou allemand, et ce n'est pas la même chose de parler de la position de la classe ouvrière ou de celle de la classe politique, financière ou du patronat (c'est-à-dire, du point de vue des capitalistes). Chaque secteur a une position sociale qui détermine le point de vue à partir duquel aborder la réalité. Il s'agit donc de rendre l'analyse la plus honnête et objective possible vis-à-vis de notre classe.
3. À cet égard, nous croyons qu'il est nécessaire d'analyser la crise du point de vue de la classe ouvrière en l'Euskal Herria, étant celle-ci une classe ouvrière plurielle où les différents groupes constituant la société, les femmes, les jeunes, les migrants, etc., s'intègrent. Nous avons deux raisons de penser ainsi. La première, ce n'est pas seulement la classe majoritaire, mais c'est également le seul garant du changement. La deuxième, l'Euskal Herria, en tant que pays, présente des éléments différenciateurs par rapport à d'autres, et part de la difficulté de ne pas disposer d'outils appropriés pour gérer cette situation sans l'intervention d'éléments extérieurs.
4. Il faut également noter que cette dernière question génère une difficulté supplémentaire. Actuellement en effet, il n'est pas possible d'analyser les conséquences réelles de la crise en Euskal Herria, parce que ce pays n'a pas les outils nécessaires pour le faire. Il n'y pas de données concernant l'Euskal Herria, et les données existantes provenant de ses différents territoires ne présentent pas de cohérence. Par conséquent, il faut souligner que nous ne pouvons faire qu'une approche de cette réalité, ce qui ne manque pas de validité, mais, à vrai dire, nous propose un nouveau défi : créer les outils nécessaires afin de pouvoir connaître notre propre réalité.
5. Voici une réalité qui, par ailleurs, nous offre une première question sur laquelle réfléchir. Peut-être que cette crise n'est pas seulement une crise économique. Divers indicateurs signalent que la crise va au-delà et se configure comme une crise sociopolitique.
 - a) L'Euskal Herria est un exemple de nation sans État dans l'Union européenne en matière d'institutions non-représentatives, mais on pourrait en dire autant des tentatives de revêtir politiquement l'Union européenne à travers le Traité constitutionnel. La crise du système parlementaire traditionnel couvait depuis des années, et il commence par endroits à donner des symptômes d'épuisement. Les décisions ont été laissées entre les mains de structures macroéconomiques financières et commerciales dont le siège se trouvent à des milliers de kilomètres de l'endroit d'application de ces décisions, lesquelles deviennent de plus en plus étrangères à la volonté populaire. Cela ne signifie pas que le capitalisme ne puissent pas trouver de solutions à ce problème, car il cherche à survivre, au-delà de toute conjoncture.
 - b) Ce n'est pas seulement l'économie qui est touchée par la crise et le modèle économique qui l'a créée. Cela affecte également les peuples et leurs signes d'identité. Dans le cas de l'Euskal Herria, nous avons une langue en voie d'être condamnée à l'extinction pour cause de mondialisation. Par conséquent, si nous voulons mettre le peuple en marche, il faut intégrer la perspective de l'identité en tant que peuple.

6. L'analyse sans ingérence extérieure n'est possible que si l'on tient compte de la réalité et du diagnostic que font de leur propre situation les gens de notre environnement, et tout autour de la planète. Il est vrai que l'Euskal Herria est en crise parce que d'autres collectifs sont en crise. Mais il est tout aussi vrai que, étant donné son modèle de développement, l'Euskal Herria a exporté sa part de crise à d'autres peuples. Comment oublier en effet que nous sommes en train de consommer trois à quatre fois ce que le territoire (Ama lurra) de l'Euskal Herria est capable de régénérer et que, avec des différences criminelles et injustes, l'Humanité est en train de dévorer plusieurs fois ce que la planète arrive à produire. Si nous n'assimilons pas cette réalité, toute alternative au modèle en crise à construire pour l'Euskal Herria sera illusoire et impossible. D'ailleurs, cela conduit également à l'extinction du peuple basque à moins que nous améliorons nos stratégies d'affrontement contre les politiques criminelles ayant pour but de saigner plus et mieux d'autres peuples, et pour en finir avec le gaspillage des richesses dont nos propres générations futures ont besoin pour (sur)vivre.
7. Il serait tout aussi néfaste de ne pas tenir compte de ces limitations que de mépriser les avantages de l'analyse et du travail conjoint avec d'autres peuples, proches et lointains. Le diagnostic participatif et la création de solutions et d'alternatives communes ne se limite pas à l'Euskal Herria. L'internationalisme est impossible sans la solidarité entre nations. C'est l'avantage essentiel pour rendre viable toute alternative à la solution que les puissances capitalistes tentent de nous imposer. Par conséquent, c'est seulement en connaissant la réalité et les propositions des autres que nous pourrions véritablement connaître notre propre réalité et développer des alternatives correctes.
8. Si les crimes du système capitaliste ne sont pas dénoncés, les gens continueront de croire aux bienfaits du système, lequel se perpétuera. Il faut montrer à la société quelles sont les conséquences (humaines, écologiques, belliqueuses...) de ce régime génocidaire. Nous devons assurer la dénonciation permanente de tout impérialisme, qu'il s'agisse de l'impérialisme basque ou de celui de n'importe quel autre État, car impérialisme signifie précisément soumettre un peuple au bénéfice d'un État oppresseur, sans oublier les prébendes que le peuple de l'État oppresseur obtient de l'impérialisme.

2.- Mais, les travailleurs et les travailleuses n'étaient-elles pas déjà en crise?

9. Parler de la crise d'aujourd'hui est peut être quelque chose de trivial pour tous ceux qui travaillent dans des conditions précaires depuis des années, avec des contrats à durée limitée, avec peu de liens entre les différentes composantes de leur vie professionnelle, et en touchant un salaire en dessous du seuil de pauvreté ; sans, bien sûr, avoir accès à un logement. La classe ouvrière est depuis longtemps en crise, ou tout au moins dans une situation critique, pour une raison simple : c'est le système lui-même qui a besoin de la précarité de larges secteurs de la société pour que d'autres, minoritaires, puissent accumuler la richesse créée par les premières. En fait, aujourd'hui 15% de l'humanité contrôle 71% de la richesse par le biais du PIB. Mais, sans aller plus loin, en Euskal Herria, 21% de la population obtient environ la moitié des revenus déclarés, tandis que 62% reçoit l'autre moitié. Où passent donc les 17% restants ? C'est très simple : la classe ouvrière se voit nier par les classes dominantes tout espoir d'améliorer un jour ses conditions de vie.
10. Le capitalisme patriarcal obéit à une idée de base : obtenir le maximum d'avantages dans les plus brefs délais grâce à l'exploitation de tout élément permettant d'accumuler du capital, soit la classe ouvrière, soit les femmes, les peuples ou la nature (et le plus souvent, tous ces éléments ensemble). Nous l'appelons capitalisme patriarcal car la division sexuelle du travail en est une caractéristique essentielle. De là, la logique est simple : davantage d'exploitation (des salaires moins élevés, ou dans le cas des femmes, pas de salaire du tout ; exploitation à outrance de la nature...) plus d'avantages. C'est si simple que cela surprend.
11. Pour s'ériger en système, cette logique doit être institutionnalisée, à savoir, créer des entités juridiques, légales, politiques et même culturelles, permettant de rendre son fonctionnement naturel. Au cours des deux dernières décennies, ce processus a été mené en Europe grâce aux traités de Maastricht, de Lisbonne ou de Nice, entre autres, qui ont fourni un cadre commun pour les politiques mises en œuvre dans chaque

État. Dans le cas de l'Euskal Herria, les États français et espagnol ainsi que les administrations autonomes et régionales sont les responsables de la gestion de ces lignes directrices.

12. Ainsi, ce que certains analystes¹ appellent « la société duale » est en train de se générer à travers ces processus, c'est à dire, une situation dans laquelle, de moins en moins de personnes possèdent davantage, et de plus en plus de secteurs de la classe ouvrière se voient nier certains droits (sociaux, politiques, économiques). Et bien que les effets de ces tendances soient évidentes pour la plupart des gens, certains secteurs souffrent d'une manière plus profonde : les femmes, les jeunes, les migrants, les retraités et les personnes sans revenu décent sont les secteurs les plus vulnérables de cette société².
13. En outre, bien que dans un tel processus la précarité au travail soit un élément essentiel, il existe d'autres éléments qui nous amènent à conclure que l'on assiste actuellement à un processus de précarisation sociale, qui mine nos conditions de vie. Quelques chiffres à ce propos :
 - **Monde du travail** : plus de 90% des contrats signés l'an dernier étaient temporaires. Chaque année, plus de 100 personnes sont tuées par un accident du travail, et les mesures nécessaires pour faire disparaître ce fléau ne sont pas adoptées.
 - **Revenus** : 500 000 personnes dans ce pays gagnent moins de 1 000 euros. Le SMIC, la moyenne des différentes modalités de pension et le revenu minimum demeurent en dessous du seuil de pauvreté.
 - **Logement** : il faut plus de cent ans d'effort financier pour acquérir un logement de prix moyen. Les prix des loyers sont prohibitifs, en l'absence d'une politique sachant répondre aux besoins de la population.
 - **Les services publics** : ces services (l'électricité, l'eau, les transports, le téléphone, le ramassage des ordures) sont en cours de privatisation donc leur jouissance est fonction la capacité économique de chacun.
 - **La santé** : également en cours de privatisation, elle devient dépendante du pouvoir d'achat de chacun. Cela devient un luxe, avec perte du droit à la vie.
 - **En matière de politique fiscale** : un modèle injuste est en train de se développer, établissant une fiscalité favorable aux employeurs et aux revenus élevés, qui ne garantit pas la redistribution des richesses (réduction de l'impôt des sociétés et de l'impôt sur le patrimoine ; augmentation des impôts indirects...), et ayant pour résultat de rendre les pauvres plus pauvres et les riches plus riches.
 - **En ce qui concerne l'environnement** : avec notre niveau de consommation et de production, nous consommons trois Euskal Herria, en plus de celle qui existe déjà.
 - **Loisirs et culture** : les loisirs sont axés sur la consommation et sur les grandes surfaces. La culture devient une marchandise, centrée notamment sur la télé-poubelle et sur l'uniformisation culturelle qui nous est vendue par la radio, la télévision, les magazines... tous moyens de servir les intérêts du capital et dont le but est d'endormir la classe ouvrière.
 - **Participation sociale active** : en général, elle est entravée par le manque d'espaces pour l'exercer et, en particulier, par le manque de temps, car le temps de travail est de plus en plus long. Dans le cas des femmes, elles doivent aussi s'occuper presque exclusivement du travail de reproduction et des soins aux personnes à charge, de sorte que le temps disponible pour exercer une participation sociale active est réduit.
 - **Sur le plan personnel** : l'insécurité est promue ce qui mène parfois à la soumission, un outil indispensable au contrôle et à l'acceptation d'une précarité croissante. Cela mène aussi à accroître les réactions individuelles et à dévaluer la réponse collective. En outre, la frustration personnelle augmente, avec un impact évident sur les relations personnelles et collectives. Ces tendances peuvent conduire à un renforcement des valeurs réactionnaires.

1 B. Ulrich, N. Jurado, R. Castel...

2 Nous pensons qu'il faut effectuer une analyse plus détaillée de tous les secteurs rendus précaires par l'actuel modèle économique. Depuis HERRIAabian !, nous encourageons tous ces secteurs à mener cette analyse et à s'organiser en accumulant des forces.

14. Un autre facteur à prendre en compte dans l'analyse de la tendance du modèle économique et de la crise actuelle est celui de la tertiarisation de l'économie. On délaisse les secteurs primaire et secondaire, qui devraient être les moteurs de l'économie, et on favorise un secteur tertiaire qui nous rend de plus en plus dépendants. Cette tendance empêche le développement endogène du peuple basque.
- La précarité dans laquelle se trouve le secteur primaire est évidente. La culture du baserri et l'agriculture sont en danger d'extinction en Euskal Herria. Au cours des trente dernières années, plus de 80 000 emplois directs³ ont disparu. Aujourd'hui, 42% des personnes occupées par cette activité sont âgées de plus de 65 ans. La précarité des conditions de vie résultant du déséquilibre entre le travail accompli et les profits obtenus provoquent un manque de continuité, des accidents du travail, une perte en quantité et en qualité des productions, et par conséquent l'éloignement de la souveraineté alimentaire de notre peuple. La crise actuelle a entraîné une baisse des prix et la difficulté inhérente pour vendre la production (par exemple, le prix du lait a baissé de 38% en 2008). Il en va de même avec la pêche : au cours des vingt dernières années, plus de 100 bateaux de pêche hauturière et côtière ont été retirés à cause des reconversions orchestrées à Bruxelles et à Madrid, détruisant plus de 1 000 emplois directs et 4 000 indirects. La surexploitation de toutes les mers est en passe de détruire les stocks de poissons, alors que les armateurs, les actionnaires et les patrons se sont enrichis en peu de temps. Seulement, à voir la réalité des stocks de pêche dans le golfe de Gascogne, les lieux de pêche historique de l'Euskal Herria, il est clair qu'il n'y a pas d'avenir sans contrôle et sans politiques réelles pour le maintien d'une activité si nécessaire pour notre propre capacité alimentaire et pour la survie économique endogène de la plupart des villes côtières.
 - La situation du secteur secondaire n'est pas moins préoccupante. Le pari clair des institutions en faveur des modèles de croissance spéculative remet aujourd'hui en question le rôle de moteur économique de l'industrie. La privatisation du secteur public, l'absence d'engagement en faveur de la diversification et la carence d'instruments d'intervention nous laissent sans marge de manœuvre, ancrés dans le passé, privés des mécanismes efficaces pour l'avenir. En outre, les réformes du travail constantes nées à Madrid et à Paris ont hiérarchisé les droits des travailleurs et des travailleuses ouvrant la voie à une plus grande précarité et à une exploitation croissante. Dans un tel contexte, il est facile de comprendre la dégradation de l'emploi gratuite et constante, dans la phase actuelle de ralentissement économique.
 - La tertiarisation de l'économie nous rend de plus en plus dépendants. Dépendants des exportations et des importations, dépendants du capital des grands centres commerciaux. La tertiarisation de l'économie n'est pas gratuite et accomplie en cachette de la société, alors que c'est bien celle-ci qui devra en assumer les conséquences (augmentation de la précarité de l'emploi, destruction de l'environnement, du milieu rural et de l'industrie). Les différentes administrations favorisent les services en tant que source de bénéfices (tourisme, circulation des marchandises, grandes surfaces...). Pour notre part, nous pensons que les services doivent être ceux rendus nécessaires par l'industrie et le secteur primaire en Euskal Herria, et donc conséquence des besoins de ces secteurs. Mais cela nous éloigne le secteur tertiaire de la spéculation et de l'insécurité.
15. Cette crise ne fait qu'approfondir la tendance générale d'un système qui ne fonctionne que s'il génère la précarisation, la paupérisation, et bien sûr, la mort, d'une partie toujours plus grande de la société ou de l'humanité. La crise que nous subissons n'est pas un accident, ni un hasard, ni un phénomène météorologique : c'est un problème inhérent au système lui-même. C'est une crise de surproduction. Les classes dirigeantes au niveau mondial se sont rendues compte qu'elles n'avaient pas de rival et ont décidé d'augmenter la plus-value grâce à une augmentation de l'exploitation. Rien n'a changé au cours des 160 dernières années. On prétend que la classe ouvrière recule dans le temps. Cette crise va provoquer le retour des femmes au foyer, aux « tâches ménagères », et à la reproduction du système. Une autre des graves conséquences de cette situation est l'augmentation de la violence sexiste, car les frustrations hors du foyer étant en augmentation, celles de l'intérieur aussi, et c'est généralement la femme qui est la réceptrice de ces tensions.

³ Lorsqu'on parle d'emploi, on ne parle que de la partie appelée travail. Toute une série de tâches reproductives ne sont pas comptabilisées par l'économie capitaliste, alors qu'elles sont indispensables du point de vue social. Le problème c'est que la plus grande part de ce travail reproductif non partagé est assumée exclusivement par les femmes.

3.- Ce n'est ni la seule ni la dernière. La gestation de la crise

16. Tout le monde a en mémoire une période de crise économique (et donc politique). La crise dite du pétrole, la reconversion industrielle des années 80 ou 90, la crise actuelle... Toutes ces crises nous ont amené à la situation actuelle, car loin de constituer des épisodes décousus, ce sont différentes expressions d'une seule tendance.
17. **Ainsi, dans les années 70**, c'était la crise du pétrole, dont le résultat le plus tangible a été le soi-disant « processus de reconversion industrielle » qui, plus tard, a eu des conséquences dramatiques en Euskal Herria. Bien que la hausse des prix du pétrole ait produit des déséquilibres, la révolution électronique a eu une forte influence sur la baisse de la rentabilité et donc des bénéfices. Afin de récupérer les bénéfices perdus, vient une nouvelle politique économique, le néolibéralisme, dont l'idée clé est la suivante : le marché est le seul à régler l'économie. C'est ainsi que commence la disparition de l'État-providence.
18. Ce processus se concrétise **à partir des années 80** lorsque, depuis les États-Unis, on promulgue le retour aux principes libéraux, réduisant l'intervention de l'État et protégeant économiquement le patronat. Dans ce contexte, le lauréat du prix Nobel, Milton Friedman, a défini le « taux naturel de chômage »⁴⁴. À partir de là, on commence à appliquer les réductions de salaires, la déréglementation du marché du travail, les privatisations et la réduction des services sociaux. Ce modèle s'applique dans l'Union européenne et à ses membres, depuis le Traité de Maastricht de 1992. Au vu du taux de chômage mondial, on peut affirmer que le système capitaliste est extrêmement inefficace à créer de la richesse, mais en revanche très efficace pour concentrer cette richesse entre des mains de moins en moins nombreuses.
19. **Dans les années 90**, le concept de mondialisation traverse toutes les approches politiques, économiques et culturelles. Le monde est un marché et, dans ce marché, les marchandises doivent circuler librement. Pour ce faire, des processus de déréglementation sont mis en œuvre, favorisant la création des monopoles dominés par les multinationales. De grandes masses de capitaux commencent à se concentrer entre très peu de mains, tandis que les économies locales et les petites entreprises disparaissent ou sont forcés à devenir des pièces soumises à cet engrenage. Mais quand les intérêts sont en crise, des mesures protectionnistes encourageant le dumping économique et social contre les plus démunis sont promues.
20. **En 2000**, avec la Stratégie de Lisbonne, signé par les États de l'Union européenne, on récompense la croissance économique comme moyen d'atténuer les inégalités sociales (sans faire appel à la redistribution de la richesse), et on marque la réorganisation du système public, détournant des fonds vers les infrastructures et créant un nouveau marché grâce à la privatisation des services sociaux, allant de pair avec le retour des femmes au foyer, aux « tâches ménagères » et au travail de reproduction du système.

4.- La crise actuelle

21. Pendant tout ce processus, une forte accumulation de capital se produit, accumulation destinée principalement à la spéculation. Ainsi, l'actuelle crise financière commence à se préparer en 2001, après l'éclatement de la « bulle technologique » d'Internet et les « nouvelles technologies ». La réponse institutionnelle est la chute des prix de l'argent, qui dorénavant est destiné à l'immobilier. Le secteur financier crée un nouveau secteur d'activité consistant à acheter du terrain constructible, à construire des logements et à les offrir en échange de prêts hypothécaires dont la valeur est bien supérieure à leur valeur réelle. Au cours de ces années, le prix réel des maisons a doublé aux États-Unis et a presque quadruplé en Euskal Herria. Et la dette et l'accumulation n'ont cessé de croître.
22. Tout le capital créé est de nouveau destiné à la spéculation, créant la « bulle financière » qui a explosé en 2007 avec la crise actuelle des « subprimes ». Pour comprendre cette crise, il faut prendre en considération

⁴ D'après cette théorie, « l'existence d'un chômage considérable est le résultat normal des processus de marché et peut constituer une situation acceptable » pour la régulation des salaires.

la dite « Norme de Basilea », selon laquelle les banques doivent maintenir un équilibre entre l'argent liquide et les prêts accordés. Pour contourner cette règle, ces mêmes banques ont créé d'autres investissements spéculatifs pour vendre les prêts hypothécaires qui menaçaient l'équilibre de l'ensemble. Ces crédits ont été vendus dans le monde entier comme des fonds de pension, d'investissement... de telle façon que personne ne savait exactement ce qu'il était achetait. Cette bulle explose aux États-Unis, un pays dont la dette n'a fait que grandir, à mesure que son secteur manufacturier diminuait. Avec l'augmentation du chômage, le non-paiement des prêts et la baisse des prix de l'immobilier, les banques ne pouvaient plus récupérer les prêts, et les fonds d'investissement vendus à travers le monde ont perdu leur valeur. À partir de là, les événements sont connus : manque de liquidité, effondrement des marchés boursiers, baisse des prix, restriction d'attribution des prêts... Avec à la clé, l'aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière : dettes, chômage, réduction des services ...

23. C'est là que se produit l'un des changements les plus significatifs. Dans cette situation, le secteur public intervient, et les tenants, jusqu'à présent, d'un marché devant se réguler seul demandent l'intervention de l'État pour faire face à leurs pertes.
24. C'est alors qu'on a entendu parler de nationalisation, d'injection de l'argent dans les marchés financiers, de responsabilité vis-à-vis la société... et même de nous serrer, tous et toutes, la ceinture pour atténuer les effets de ce pillage. En définitive, on nous demande de faire un effort pour sortir ensemble de cette situation. Ce qui signifie que ce sont eux qui vont sortir de la crise.
25. Mais si l'on y regarde de près, il devient clair qu'il existe un pacte entre le patronat, les banques et les politiciens pour mettre en place une série de mesures visant à court terme à maintenir le niveau de bénéfice de ces élites économiques, en transférant de l'argent public vers le secteur privé : les banques (injectant de l'argent), les grands constructeurs (à travers les budgets des grandes infrastructures) et le patronat (avec les plans de chômage partiel et la suppression d'impôts comme celui sur le patrimoine)... Il s'agit d'un transfert, autrement dit d'un vol, rien de moins. En effet, jadis les bénéfices étaient accumulés et privatisés alors qu'aujourd'hui, ce sont les pertes qui doivent être partagées. En fin de compte, c'est toujours l'ensemble de la société qui paye les pots cassés, jamais les élites responsables.
26. Outre les objectifs à court terme, dans le même temps, une stratégie permettant de « refonder le capitalisme » voit le jour. Les réunions du G-20, les principaux sommets européens... partent de l'idée de reconstruction du système, de l'adaptation aux nouvelles circonstances et de la nécessité d'effectuer les ajustements nécessaires à l'augmentation du taux de profit. L'Euskal Herria, bien sûr, n'est pas étrangère à ces stratégies. La construction des lignes de TGV ou la tertiarisation de l'économie en sont d'excellents exemples. D'ailleurs, il est possible qu'à l'avenir, nous nous retrouvions dans des scénarios qui semblaient dépassés à jamais, comme le retour à l'énergie nucléaire. Preuve en est le prolongement de la vie de la centrale nucléaire de Garoña.

5.- Alors, face à cela, que faire ?

27. Peut-être s'est-on souvent demandé comment expliquer l'absence de réaction face à un tel abus. Parmi les causes, avançons les suivantes :
 - La vigoureuse attaque contre les droits de la classe ouvrière a diminué la capacité de réaction de celle-ci, elle est souvent sans défense contre ces attaques. Cette régression et cette précarisation ont conduit à un scénario dans lequel le rapport des forces est très défavorable à la classe ouvrière. Aujourd'hui, même le droit de grève est de facto sévèrement restreint, comme on a pu constater le 21 mai 2009.
 - De même, les instruments traditionnellement utilisés par la classe ouvrière - les syndicats, les mouvements populaires, les partis de gauche - ne sont pas au mieux. L'atomisation, la dispersion des forces, la non-adaptation aux changements de composition de la classe ouvrière... sont peut-être la cause de cette absence de référence dans une grande partie de la classe ouvrière.
 - Il ne fait aucun doute que cette crise s'est installée à un moment où les effets du fort processus d'idéologisation de ces dernières années sont palpables. Les espaces pour le débat et la formation

(le processus de Bologne en est le meilleur exemple) ont disparus ; on intensifie les formes d'endoctrinement sous la forme de superstitions aberrantes et de croyances non scientifiques sous la houlette de différentes religions ; on intensifie la pression pour le contrôle des foules par le biais des grands holding de communication. Les médias maintiennent une présence constante avec des messages hautement cohésifs en faveur de ce système capitaliste pour endormir l'esprit de rébellion. La crainte de l'avenir, la crainte de perdre son logement ou son emploi sont encouragés, et on plaide la confiance dans la classe politique et financière pour remédier à la situation. En fin de compte, on encourage l'inaction, au même temps que la capacité à transformer la réalité grâce à la lutte perd en légitimité.

28. En outre, depuis cette alliance entre les élites politiques et économiques, on nous dit qu'il faut ramer ensemble, comme si le but était de récupérer un capitalisme « sain » libre des dysfonctionnements de ces dernières années. Mais, cela va-t-il améliorer la situation de la classe ouvrière ? Avons-nous les mêmes intérêts ? HERRIAabian! n'en croit rien. D'abord, parce que les élites ont pour but de continuer à obtenir des avantages au détriment de la majorité des travailleurs. Ensuite, parce que, aux époques de prospérité, les richesses créées n'ont pas été partagées.
29. Il est donc temps d'accumuler des forces et d'agir. Il est essentiel d'avancer sur la question cruciale de la formation critique comme moyen de rétablir la conscience de classe, comme étape clé pour faire face au système. C'est seulement avec une classe ouvrière forte et consciente qu'on pourra faire changer la situation. À partir de là, nous pourrons créer un point commun de confluence de nos actions. À ce stade, deux éléments peuvent constituer la base d'articulation de notre travail : premièrement, la nécessité de changement, la nécessité de dire non à ce système capitaliste et de créer un nouveau système ; deuxièmement, la création des outils nécessaires, aujourd'hui inexistants, pour que ce pays puisse mettre le changement en œuvre.
30. Sur cette base, nous pouvons définir l'avenir que nous souhaitons, lequel pourrait s'articuler sur quatre axes : la répartition du travail (productif-reproductif) et la répartition de la richesse, la démocratisation de l'économie et un modèle de développement démocratique de l'écosystème.

En Euskal Herria, le 13 juin, 2009

